

RWANDA 1994 : témoignage rétrospectif

Michel Cuingnet

AROM, dans son bulletin n° 12 de juin 2007, avait déjà traité du Rwanda en soulignant, sous la plume de Jacques Bourdillon, « les interrogations qui demeurent ».

Quinze ans après le génocide, les témoignages restent contradictoires, non pas tant sur l'étendue et l'horreur du crime que sur ses causes et les passions politico-médiatiques qu'il a déchaînées. Avec le Tribunal d'Arusha, les tribunaux gachasa, la présentation de Mme Rose Kabuye devant un juge français et les déclarations toujours apaisantes de M Kouchner, une page semblait avoir été tournée, mais c'est sans compter sur la profondeur du conflit ethnico-politique qui continue à miner ce pays. Le Mémorial de la Shoah à Paris a marqué en mai, pendant une semaine, ce douloureux anniversaire par des tables rondes et la présentation en avant première du fim d'Anne Aghion « Mon voisin, mon tueur ». Le risque d'amalgame a déplu à certains, mais fallait-il pour autant s'abstenir ?

Michel Cuingnet, ancien chef de mission d'aide et de coopération à Kigali, membre d'AROM, qui se trouvait à l'époque sur le terrain, donne ci-dessous son analyse de la situation qui prévalait en 1994 au Rwanda et d'un certain nombre de raisons ou d'erreurs qui ont, selon lui, contribué à rendre inévitable le génocide.

Trois évidences sont à rappeler pour comprendre dans quelle situation se trouve le Rwanda à la veille d'avril 1994 :

1. La situation économique et sociale du paysan rwandais composant alors 85% de la population de ce petit pays d'Afrique centrale montagneux et surpeuplé.
2. La responsabilité des grandes institutions financières internationales, Banque Mondiale (B.M.), Fonds monétaire international (FMI) qui influencèrent de façon unilatérale les responsables politiques des pays, dont la France, en charge du développement de l'Afrique.
3. Le comportement des responsables militaires français et l'engrenage de l'escalade guerrière.

I - Situation économique et sociale du Rwanda en 1994

La démence génocidaire s'enracine dans le surpeuplement, et le binôme « paysan-espace » est étroitement lié aux données socio-politiques du pays. Dans un territoire trop exigü, « l'espace vital » est en filigrane d'une logique de conflits et le déséquilibre est croissant entre des ressources disponibles et l'augmentation continue de la population, plus 3,4% l'an, depuis de nombreuses années. Sur certaines collines, en quatre-vingts ans, la population a été multipliée par dix, si l'on se réfère aux premiers recensements effectués par les Belges. En 1992, il résultait d'une enquête démographique du monde rural, qu'une famille de 10 personnes (moyenne d'un foyer rwandais) devait vivre sur un demi-hectare... Au Rwanda le manque cruel de terre, une surpopulation des campagnes, des cultures de rente imposées (café-thé) aux cours déficitaires, au détriment des indispensables cultures vivrières ; à cela s'ajoutent, sous l'autorité de l'Etat, une armée de gueux sans commandement, et des milices extrémistes hutues, les « interhamwé » répandues dans tout le pays. Tels sont les facteurs incitatifs au désespoir meurtrier ; l'importance de la démographie en période de crise ou de révolution ne peut être éludée dans le contexte rwandais. En avril 1994, des centaines de milliers de rwandais



Le Président Juvénal Habyarimana et Mme Rose Kakuye accusée de l'organisation de l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion qui le ramenait d'Arusha

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

vivaient sous des bâches plastiques bleues dans un complet dénuement ; c'étaient les populations hutues chassées par l'avance des troupes du front patriotique rwandais (FPR), tutsis obligés de fuir leur pays, réfugiés en Ouganda et désireux de retrouver leurs terres. Les milliers de « déplacés » hutus étaient à la merci de l'aide alimentaire internationale mais aussi des flots de haine que déversait la radio d'Etat : « radio des mille collines » réclamant le meurtre des « envahisseurs » tutsis. Le Président Habyarimana et son entourage ont recréé et amplifié l'idéologie du « Hutu-Power » déjà existante du temps de Kayibanda, politique d'un racisme inimaginable à l'encontre des tutsis.

Dans les moments difficiles, il faut désigner l'ennemi à la vindicte des sans-terre, des sans-le-sou. La création d'un ennemi « Inyenzi : le cafard » qu'il faut écraser, a permis de rassembler une population à la dérive autour d'un despote usé et dépassé par sa propre maison : « l'Akazu », gardienne de la « nation hutue ». On diabolise à nouveau l'autre - en l'occurrence le tutsi - car, depuis quarante ans de massacres connus de tous, l'impunité était garantie par le pouvoir hutu. Car si les Tutsis du Front patriotique rwandais envahissent le nord du pays, arrivent jusqu'à Kigali, ils tueront à leur tour... On ne peut donc pas laisser les tutsis reprendre leurs terres et le pouvoir conquis depuis 1960 avec le concours de l'église catholique belge et les complaisances de l'ancien colonisateur.

Quelques semaines avant le 6 avril 1994, date de la mort du Président Habyarimana dans le crash de son avion, on croisait dans les rues de Kigali des défilés de « interhamwe » chantant : « notre ennemi est unique, nous le connaissons, c'est le Tutsi qu'il faut tuer ». pour s'en protéger, le gouvernement avait fait distribuer des milliers de machettes, en provenance de Chine. Il faut rappeler que sur ce petit territoire, les Twas, les Tutsis et les Hutus cohabitaient, même si ces derniers étaient majoritaires. Dès l'annonce de l'attentat contre l'avion présidentiel, la chasse à mort aux tutsis a commencé dans Kigali et ses environs immédiats où étaient installés les camps de réfugiés hutus qui envahirent la capitale en quelques heures ; dans toutes les rues, on voyait des hommes, des femmes, des enfants dépecés, laissés aux chiens. Tuer l'autre à coup de machette ; tuer pendant des jours, des semaines. Parcourir les rues, les villages, forcer les maisons, les

églises et donner des coups de lance sur la tête et les membres de tous ceux qu'il fallait « écraser » et selon les mots d'ordre de la « radio des mille collines » : « bien achever le travail » – car il ne doit rien rester en vie de la population tutsie. Réduire ainsi une surpopulation, bénéficierait aux survivants....

A quel degré d'exaspération faut-il être conduit pour « couper » l'autre en morceaux, le Rwandais semble n'avoir qu'une religion : la peur. Mais la misère a été aussi tranchante que la machette, on a tué pour avoir la place de vivre, de manger, de cultiver sur un espace plus grand et surtout les tutsis furent massacrés par crainte viscérale du retour d'Ouganda des Tutsis rescapés des massacres perpétrés

par les hutus en 1959, en 1962, 1963, 1973 « s'ils venaient demander des comptes ».

Les dirigeants du pouvoir hutu ont exploité les craintes et les peurs des populations, sans travail, sans ressource, sans raison politique. Ils ont ordonné de liquider l'ennemi « désigné » dont on s'emparerait des biens pour mieux vivre. Il s'en est suivi une tuerie inter-ethnique comme



jamais l'Afrique n'en avait connue, un génocide.

En 1994, au Rwanda petit pays chrétien d'Afrique centrale, après cent ans de colonisation européenne, un nombre incalculable de personnes ont été tuées, l'une après l'autre, à la main... Il n'y eut ni bombardement, ni chambre à gaz, mais un individu a massacré, à coup de machette, un autre individu, qu'il voyait, qu'il tenait... comme on extirpe une mauvaise herbe de son champ....

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

Et cela s'est répété pendant des semaines, des dizaines de milliers de fois...

II - La responsabilité des grandes institutions financières internationales

Dans les années 1980, le Rwanda est considéré comme le bon élève du FMI et de la Banque mondiale avec un taux d'endettement bas, une monnaie forte mais aussi une démographie galopante, près de 280 habitants au Km², en majorité paysanne.

En 1992, le premier ministre Balladur souhaite « multilatéraliser » l'aide à l'Afrique et fait reposer son développement sur la politique définie par la Banque mondiale. Le Rwanda est livré aux stratégies du FMI et de la BM. Les séminaires répétés sur la programmation du développement rural à long terme sont autant de signes de désarroi des experts que de mobilisation des énergies. Tous les grands projets sont marqués du sceau de la BM, mais le scandale de la déforestation du massif de Gishwati, au N.O du pays, pour la création d'un élevage bovin et d'une laiterie présidentiels, entièrement financés par la BM fut vite étouffé.

En 1990, un programme d'ajustement structurel est mis en place par la BM et le FMI. A cette date, la pluviométrie insuffisante avait nécessité une importante aide alimentaire et la BM estimait que 50% de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Le programme d'ajustement structurel avait conduit à une première dévaluation de 40% du franc rwandais et en 1992 une nouvelle dévaluation de 15% est imposée.

Pendant la période 1987 à 1992, la chute du cours du café, qui représente 75% des recettes d'exportation, est de plus 50%. En 1989, les cours de l'étain s'effondrent. Devant l'accroissement des dépenses militaires, plus de 200% en 1992, le FMI et la BM suspendent leur aide et la deuxième tranche du crédit d'ajustement structurel de 90 millions de dollars n'est pas mise en place. A ce moment en supposant que les dons et crédits extérieurs représentent environ 200 millions de dollars, le financement du déficit budgétaire nécessiterait un apport du même montant, auquel il faudrait ajouter 75 millions de dollars pour rétablir le niveau des réserves de change. Le programme d'ajustement structurel n'a pas réussi.



Le chef du FDLR

En 1992 le PNB par habitant se situe à 215 dollars. En quelques années le Rwanda est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde et les réformes foncière et fiscale comme également la privatisation des sociétés d'état

sont reportées.

En 1993, les effectifs militaires de 5 000 hommes en 1989 sont passés à 40 000 auxquels s'ajoutent 10 000 miliciens (interhamwe). Dès janvier 1993, reprise de la guerre inter-ethnique, 500 000 déplacés dont plus de 200 000 autour de la capitale Kigali, les tensions sociales croissent sur les collines comme dans les villes.

En septembre 1993, outre les mesures de démobilisation suite aux accords de paix d'Arusha, il fallait prévoir et organiser le retour des « déplacés » et programmer une aide très importante pour ce faire. Dès 1992, le rééchelonnement de la dette s'imposait, mais ne fut pas fait. L'incapacité des institutions financières internationales à « conforter », par une aide massive, le Gouvernement de transition (G.T.B.E.) mis en place après les accords d'Arusha a eu les conséquences les plus dramatiques.



Guerriers interhamwé

D'août 1993 à avril 1994, pendant neuf mois, la famine s'installe sur les collines, une grande partie des fonctionnaires ne perçoit qu'une moitié de solde, sauf les militaires qui absorbent 70% des dépenses ordinaires de l'état, pratiquement en faillite. Or les militaires connaissaient les mesures de démobilisation, préconisée à Arusha, mais rien ne leur était proposé... chômeurs potentiels, sans solde, sans travail, condamnés au brigandage. Pendant cette période la moitié des entreprises de la zone industrielle de Kigali était en chômage technique faute d'eau et d'électricité. Sans moyens, les retours des déplacés sur leurs terres étaient impossibles car, dès septembre 1993, il aurait fallu fournir semences et outils à des centaines de milliers de paysans cantonnés dans les camps de réfugiés et démunis de tout. Ces données étaient connues du FMI et de la BM.

Après les accords de paix d'Arusha, une réunion avait été programmée à Washington entre des ministres représentants du FPR et des membres du Gouvernement de transition issu d'Arusha. La BM se trouvait placée devant l'urgence à financer le programme des résolutions des accords d'Arusha. Non seulement la deuxième tranche du

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

crédit, inscrit, n'a pas été mise en place, mais en août 1993, alors que les accords de paix étaient signés, la Banque Mondiale a suspendu tout concours tant que le Gouvernement de transition n'était pas en fonction...

La Banque Mondiale est d'autant plus fautive de cette décision qu'elle était le leader écouté de tous les bailleurs de fonds.

- Août 1993, accord d'Arusha, mais suspension de la l'aide de la BM
- Avril 1994, début du génocide.

Neuf mois de gestation d'un crime prévisible contre le peuple rwandais sous le regard des experts de la BM et de la communauté internationale.

III - Comportement des chefs militaires français

Quel intérêt stratégique pouvait avoir la France en intervenant militairement dans ce petit pays de l'Afrique centrale, ex-colonie belge. De 1991 à 1994, les medias français ont consciemment tu « l'aventure militaire française au Rwanda ».

Les pays d'Afrique francophone faisaient partie du « pré-carré » et du domaine réservé, le Président Mitterrand déclarait au journal «le Monde» le 20 janvier 1983 : « Il n'est pas concevable qu'une politique soit mise en œuvre sans mon accord, plus exactement sans mon impulsion ».

En 1990, sommet de La Baule, la France se met au diapason de la Banque Mondiale et Mitterrand annonce que les aides seront mesurées aux efforts accomplis pour une plus grande liberté démocratique. Au sommet de La Baule, Habyarimana, considéré comme un ami de François Mitterrand, s'engage à mettre en place, au Rwanda, le multipartisme. En 1990, Juvenal Habyarimana est perçu comme un chef d'état « sage » et promesse lui est faite qu'il sera aidé tant sur le plan militaire que civil ; un Falcon 50 lui est donné pour sceller cet engagement. Les 4 et 5 octobre de la même année ; après « la fausse » attaque de Kigali, la France envoie une compagnie de parachutistes pour « défendre les étrangers résidant au Rwanda »... On apprendra très vite que ce simulacre d'attaque FPR sur Kigali fut monté par l'armée régulière rwandaise pour « tester l'amitié de la France » ! Fin octobre 1990, les troupes françaises représentent 600 hommes.

En 1990, la coopération civile de la France en Afrique est réduite, éclatée, souvent incohérente entre les différents intervenants. Cette coopération fait l'objet de critiques sévères, le rapport Vivien en est l'exemple. A défaut de politique bien définie, ce sont les militaires qui donneront

le ton et pour l'Elysée « un pays ami » doit être défendu contre des rebelles (le Front patriotique rwandais, tutsi) venant de l'extérieur. A Paris, les hauts responsables de l'état-major sont très écoutés et qualifieront les troupes FPR de guérilleros, de « khmers noirs ». Pour ces officiers supérieurs, comme pour le Président Mitterrand, ces rebelles n'ont aucun avenir politique et seule la majorité hutue doit conduire le pays L'aide militaire française au Rwanda doit se mettre au côté des autorités démocratiquement élues. Depuis 1973, Habyarimana est réélu à la tête de l'Etat rwandais, ainsi la France manifestait une certaine cohérence avec le camp qu'elle avait choisi. Mitterrand, fidèle aux pratiques clientélistes, soutiendra jusqu'au bout son « ami » Habyarimana.

Entre les télégrammes diplomatiques adressés à Paris et ce qui était vécu sur le terrain, les discordances étaient flagrantes.



Paul Kagamé, actuel chef de l'Etat

A-t-on, volontairement ou par aveuglement belliciste, caché à Mitterrand la vérité sur l'évolution dictatoriale et raciste du régime Habyarimana ? L'ordre doit régner... « nous avons la situation bien en main. » déclare l'état-major français et les politiques suivront les instructions de Paris, dictées par les militaires, dont le comportement manichéen facilite les décisions. Qui est l'ennemi ? qui attaque ? s'il faut soutenir Habyarimana, l'ennemi ne peut être que le FPR....

En 1993, le nombre de massacres de Tutsis par les militaires « interhamwé » ne cesse d'augmenter et la distribution d'armes à la population se généralise. « L'entourage présidentiel continue à distribuer des armes aux milices et à la population, le but ne peut être que de provoquer, en temps opportun, des troubles sanglants pour empêcher l'exécution des accords d'Arusha » déclarait fin 1993 l'Ambassadeur de Belgique, en résidence à Kigali.

Les accords de paix d'Arusha ont été signés le 4 août 1993 mais, dès juillet, Habyarimana est désavoué par son propre clan et la CDR, parti extrémiste, « coalition pour la défense de la république » exige la démission du chef de l'état. Habyarimana devient une gêne pour l'« Akazu » qui veut fomenter un putsch militaire et organiser un soulèvement national contre l'envahisseur tutsi. Les accords d'Arusha ne furent jamais appliqués, ils prévoyaient le partage du pouvoir politique au niveau du gouvernement (GTBE, gouvernement de transition à base élargie), la fusion des deux armées (nationale et FPR) et le licenciement de 36 000 hommes en deux ans. Des troupes démobilisées, non réinsérées dans la vie civile, non payées, se transforment vite en pillards et en « génocidaires ».

La France, après être intervenue militairement en octobre

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

1990 pour freiner l'avancée des troupes FPR, s'installa militairement au Rwanda dès cette date et restera - officiellement - jusqu'au moment où le dispositif de la Minuar (ONU) sera en place. La France interviendra directement sur les lieux de combat contre le FPR, à Ruhengeri, les 24 et 25 janvier 1991 ; les batteries d'artillerie étaient « servies » par des militaires français et la capitale, Kigali, de 1991 à 1994, sera « tenue » par les légionnaires français qui effectuaient la fouille des véhicules à l'entrée et la sortie de la ville où des barrages, étaient installés. Les « instructeurs » français patrouillent, sillonnent les routes, réorganisent et entraînent l'armée rwandaise. Les militaires belges sont, eux, placés sous le commandement de l'ONU.

Le chef du détachement français de la coopération militaire (le DAMI) cumule ses fonctions avec celle de conseiller auprès du chef d'état-major des forces armées rwandaises (FAR) et du Président Habyarimana.

Dans le contexte politique en déliquescence, Paris se laissait porter par la tactique militaire. Les colonels français «bellicistes» organisaient « leur » guerre contre les tutsis du FPR et recevaient matériels lourds et contingents renouvelés des parachutistes légionnaires. L'évolution tragique et sans retour de la situation n'est pas perçue lucidement par la représentation française en poste : «elle n'écoutait pas et n'entendait rien »... disait l'ancien ministre rwandais de la défense, James Gassana, réfugié en France depuis juillet 1993.

La France militaire est omniprésente au Rwanda : formation des cadres de la Garde nationale et présidentielle, détachement des parachutistes « Noroit », interventions techniques dans les combats de l'armée rwandaise avec le FPR, acheminement d'équipements, envoi de gendarmes spécialisés dans la lutte anti-terroriste. La France a besoin de montrer sa force et sa volonté de protéger un dictateur « ami » d'une offensive lancée par sa propre population, exilée hors frontières qui, après trente ans de massacres organisés par le pouvoir hutu, tente de rentrer chez elle.

Rappel : le 30 septembre 1990, lors des accords avec la BM, le FPR attaque depuis l'Ouganda avec environ 3 000 hommes et envahit le nord du Rwanda. Il faut souligner que le prêt d'ajustement structurel appliqué par la BM à l'Ouganda était conditionné par la démobilisation d'une partie des effectifs de l'armée de Museveni qui, sous cette injonction commence par limoger « ses » troupes rwan-

daises. Grand nombre d'officiers et de soldats, d'origine rwandaise, se retrouve, de ce fait, dans les rangs du FPR qui fort de « ses » troupes fraîches envahira le pays et bénéficiera d'armes soldées par les Ougandais...

En 1993, la BM eut les mêmes exigences avec le Rwanda et imposa la démobilisation et un programme de réintégration des 36 000 militaires des deux camps FPR (Front patriotique rwandais) et FAR (Forces armées rwandaises) qui devront être rendus à la vie civile. Dès les accords de paix d'Arusha en août 1993, environ 600 soldats et officiers FPR sont installés dans l'immeuble du Parlement contrôlé par la MINUAR (ONU)

En fin 1993 et début 1994, les aides humanitaires mobilisent beaucoup d'énergie. Dans ce maelström d'aides d'urgence, de priorités de première nécessité, de secours en tout genre, l'impression qui se dégage n'est pas le constat d'une amélioration des conditions de vie des populations, mais de cette concurrence effrénée des ONG voulant tout faire, tout guérir Le sentiment qu'il faut d'abord planter « son » drapeau. En décembre 1993, sur 77 ONG, de toutes nationalités, travaillant au Rwanda, douze d'entre elles avaient un service de presse avec photographes et preneurs de son, aucune, un service de documentation sur le Rwanda et une connaissance minimale du conflit.

Le 6 avril 1994 à 20h 30, attentat contre l'avion présidentiel ; dès l'annonce de la mort des présidents rwandais et burundais, l'extermination de tout tutsi présent à Kigali commence. Dans la nuit du 6 au 7 avril, la capitale Kigali devient un haut lieu de massacres, jusqu'à l'arrivée des troupes du FPR. L'armée française comme le contingent des Casques Bleus de l'ONU s'étaient retirés laissant le pays aux « génocidaires ». Il faudra attendre de longues semaines l'opération « Turquoise ». ■

